

## Consultation citoyenne Europe

CCI de Mende - 24/05/2018

Public : 25 jeunes (lycéens et étudiants) et 2 chefs d'entreprise

Modalités : mot d'accueil du Président de la CCI Thierry Julier ; présentation des objectifs de la consultation et animation en deux ateliers de recueil de la parole animés par Isaure Magnien (Toute l'Europe) et Béatrice Genoux (CCI France), avec restitution finale

Durée : 2 h 30

Deux thématiques principales ont été abordées : la citoyenneté européenne et l'éducation et la formation

### **Une Europe qui semble si lointaine**

L'Europe est spontanément associée à des valeurs connotées positivement comme la paix, la liberté de circulation, la solidarité, le partage, la démocratie. En positif également les mots « force », « sécurité » « échanges », « culture », « écologie » « PAC », « Natura 2000 » et « monnaie unique ».

Elle semble néanmoins une entité lointaine quand il s'agit d'évoquer son propre sentiment d'appartenance.

Les jeunes interrogés témoignent en effet d'un ancrage territorial fort. « On se sent avant tout mendois, puis lozérien, puis français, puis européen ».

### **Un déficit de communication sur les institutions européennes et sur les politiques menées**

L'Europe semble d'autant plus lointaine que les aspects institutionnels du fonctionnement de l'UE sont mal connus. Ainsi, par exemple, le droit d'initiative, évoqué lors des ateliers, n'est connu que de deux participants.

Au titre des dispositifs concrets, le Service Volontaire européen est, lui, mieux connu, mais pas de tous.

Les divergences d'orientation sur des sujets sociaux et économiques (exemple : politique migratoire ; politique salariale ; politique familiale) constituent aussi un frein à une lecture globale et au développement d'un sentiment d'appartenance.

La politique menée ne semble, en outre, pas incarnée par « des députés que l'on ne connaît pas » et le fort taux d'abstention aux élections en semble le corollaire naturel.

## Plus de mobilité et mieux de mobilité pour la formation des jeunes

Les procédés de jumelages historiquement menés par les collectivités locales (ex : Mende et une ville italienne) et le travail d'échanges et de rencontres promus par les municipalités et les associations sont considérés comme de nature à semer chez les jeunes la graine de l'envie de voyager et de se former à l'étranger

Erasmus+ est cité spontanément comme un dispositif utile et bénéfique. La communication qui en est faite (Ministères, Education nationale) est jugée efficace.

Néanmoins, plusieurs freins sont pointés du doigt :

1/ La lourdeur et la complexité des dossiers à monter (« parfois à rédiger intégralement en anglais »)

2/Le coût : le système de bourses est nécessaire mais il est insuffisant. De façon pragmatique, il est souligné que le versement des aides (quelle qu'en soit la provenance) est mal conçu : décalage entre le départ et le versement du premier montant ; versement en deux fois. « Si les parents ne peuvent avancer l'argent du départ, parfois on ne peut pas partir ». « Erasmus, c'est pour les riches ». Le montant des aides régionales varie, ce qui est aussi un frein.

Proposition : lisser le versement des aides en le mensualisant

3/ La barrière de la langue

L'apprentissage des langues en France est particulièrement pointé du doigt comme trop théorique, déconnecté des réalités de la vie courante, peu motivant. D'où une mauvaise maîtrise de l'anglais, particulièrement.

3/ Les points ECTS ne sont pas harmonisés : toutes les disciplines ne sont pas créditées au même niveau dans tous les pays.

Plus globalement, l'absence de reconnaissance européenne des diplômes est déplorée.

4/ Certaines filières ne permettent pas les échanges Erasmus (exemple : Economie Sociale et Familiale qui ne reconnaît que les stages faits en France en se fondant sur les critères métiers définis par le référentiel EN)

5/ La difficulté à trouver des stages

6/ L'« autarcie »

Si les étudiants Erasmus font l'apprentissage de la diversité des cultures, c'est davantage en rencontrant d'autres étudiants engagés comme eux dans un parcours Erasmus qu'en allant à la découverte des habitants et de leurs modes de vie. « On a tendance à rester entre nous ».

La mobilité européenne des apprentis est également citée. Les participants relèvent qu'elle est encore plus difficile que la recherche d'employeurs en France (« déjà qu'on a du mal à trouver des

entreprises en France, alors, en Europe... »). Les employeurs présents soulignent la nécessité d'un cadre juridique sécurisé, explicite et facilité par des intermédiaires de confiance (type CCI) et la nécessité d'une politique incitative pour accueillir des apprentis européens dans leurs entreprises.

**En conclusion des échanges, vers une Europe idéale ?**

Elle serait plus « harmonisée », « coordonnée », « solidaire », « écologique », « fédératrice »